

**XXII CONGRÈS :**  
**FÉDÉRATION INTERNATIONALE**  
**DES FEMMES DES CARRIÈRES JURIDIQUES**

Rapport du travail  
FAO 2015

*Luciana Delfini*



**Food and Agriculture Organization  
of the United Nations**

*“La faim constitue toujours un problème quotidien pour quelque 795 millions d’êtres humains, dont 780 millions vivent dans les régions en développement. Son éradication doit rester plus que jamais le premier objectif des décideurs à tous les niveaux.”*

José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO

L’année 2015 marque la fin de la période de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD): les pays en développement ont manqué de peu la cible qui consistait à réduire de moitié la proportion de population souffrant de sous-alimentation avant 2015.

Certaines régions comme l’Amérique latine, l’Asie de l’Est et du Sud-Est et l’Asie centrale, ainsi que l’Afrique du Nord et de l’Ouest, ont réalisé des progrès rapides dans la réduction de la sous-alimentation.

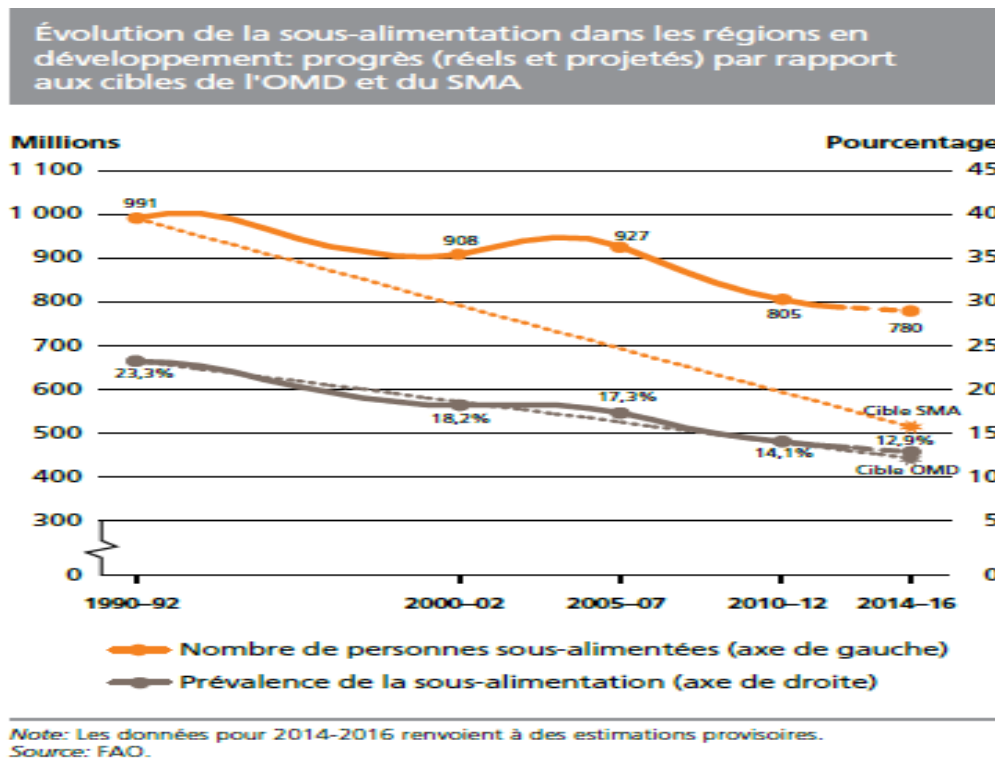
Dans les régions en développement, les deux indicateurs officiels de réduction de la faim – la prévalence de la sous-alimentation et la proportion d’enfants de moins de 5 ans souffrant d’insuffisance pondérale – ont décliné en parallèle, ce qui indique un fait intéressant.

Au-delà de ces les résultats positifs, cependant, nous trouvons des données inquiétante: les conflits, l’instabilité politique ou les catastrophes naturelles ont entraîné des crises prolongées et aggravé ainsi la vulnérabilité et l’insécurité alimentaire.

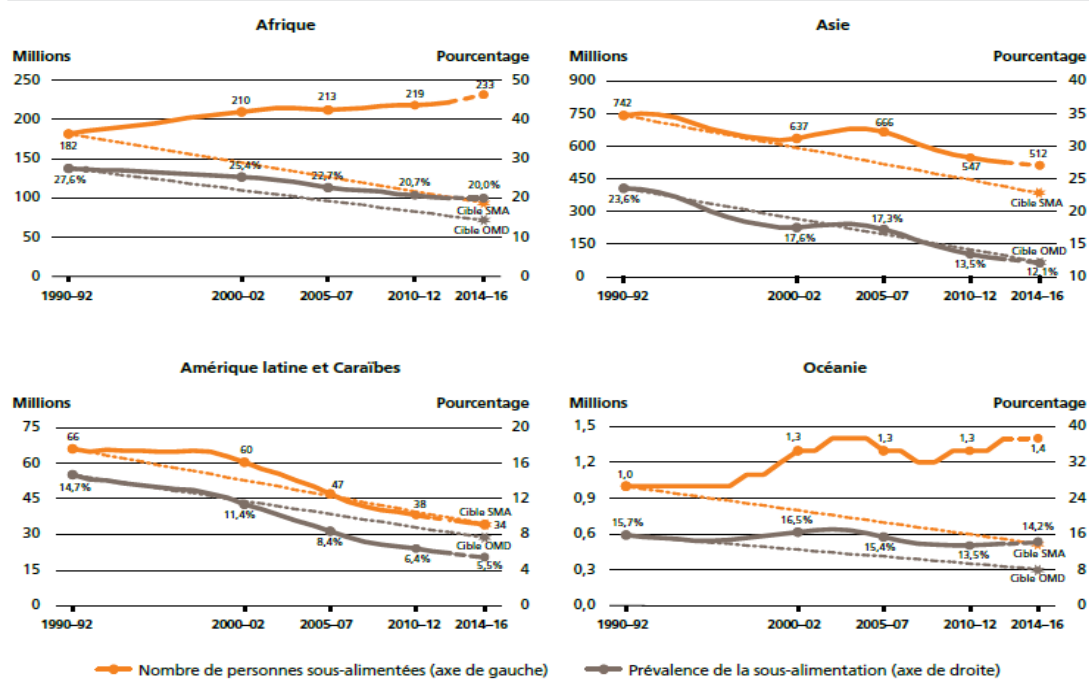
Même si la situation s’est globalement améliorée, il reste beaucoup à faire pour éradiquer la faim et atteindre la sécurité alimentaire.

On doit rappeler que les carences en micronutriments, aussi appelées «faim cachée», touchent plus de deux milliards de personnes dans le monde, faisant obstacle au développement humain et socio-économique et entretenant le cercle vicieux de la malnutrition et du sous-développement. Parallèlement, on estime que 500 millions de personnes sont obèses.

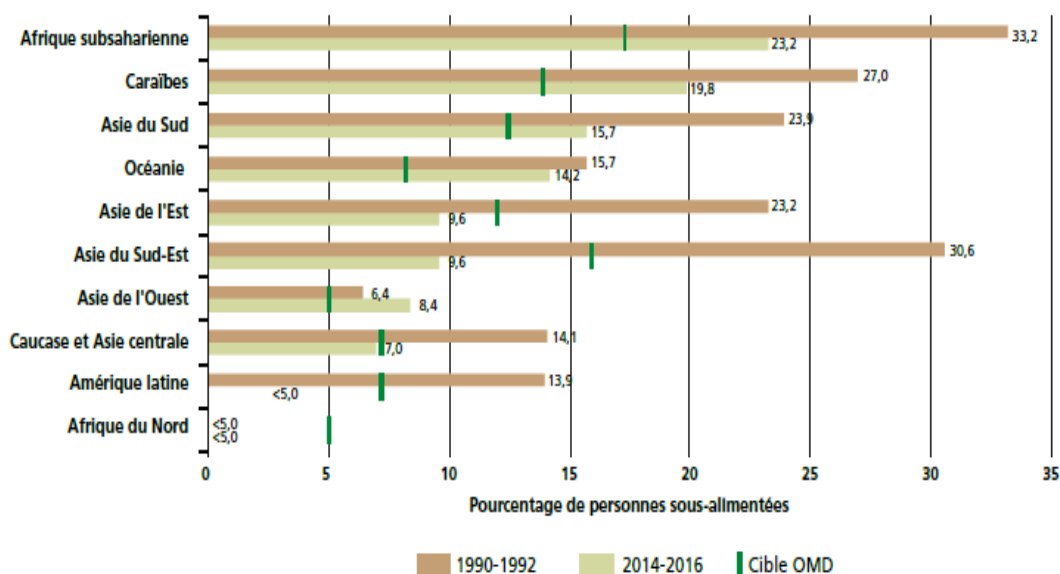
Il y a quelques jours, a été publié, de FAO, l'*État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. L'édition de cette année de passe en revue les progrès accomplis dans la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1).



Il existe des écarts importants dans les progrès réalisés par les différentes régions par rapport aux cibles de l'OMD et du SMA



Tendances en matière de sous-alimentation: pratiquement toutes les régions progressent, mais à des rythmes très différents



Note: Les données pour 2014-2016 renvoient à des estimations provisoires.  
Source: FAO.

FAO, 2015

La prévalence de la faim a rapidement diminué en Asie centrale, de l'Est et du Sud-Est et en Amérique latine; dans la majorité des pays d'Afrique du Nord, D'autres régions, notamment les Caraïbes, l'Océanie et l'Asie de l'Ouest, ont accompli des progrès, mais à un rythme moins soutenu.

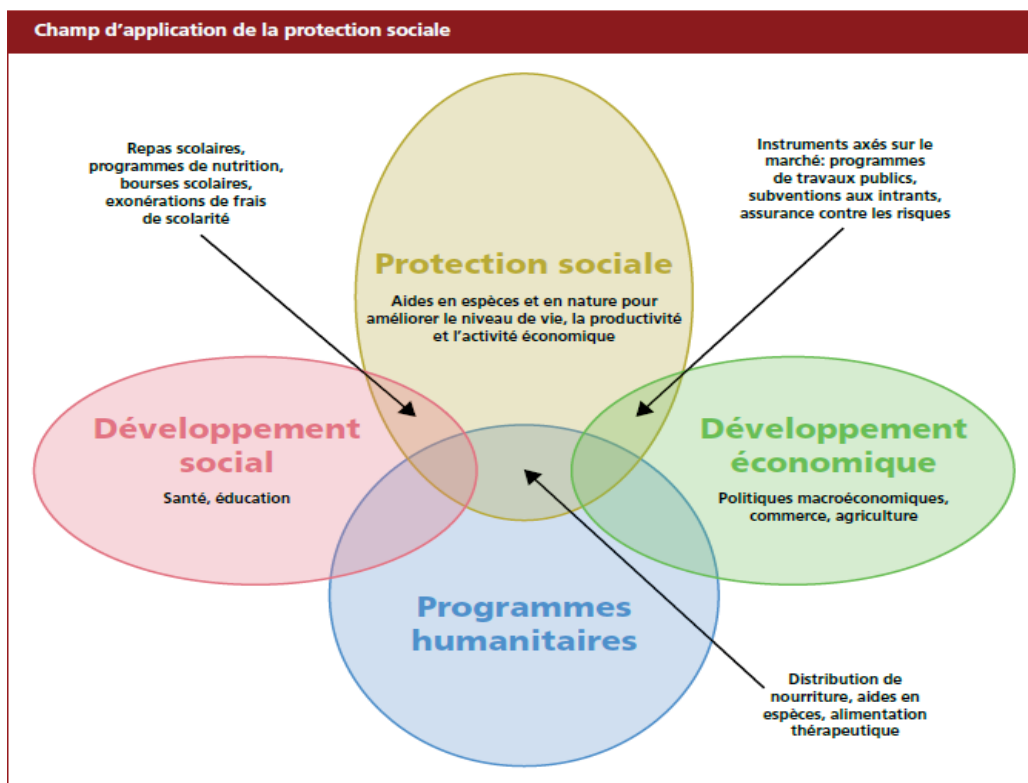
Dans deux régions, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, les avancées ont été limitées

En Afrique, la sous-région qui a enregistré le plus grand succès dans la lutte contre la faim est l'Afrique de l'Ouest.

Le résultat à l'échelle mondiale, est du essentiellement aux changements intervenus dans des pays fortement peuplés comme la Chine et l'Inde, qui ont enregistré des progrès rapides au cours des années 90.

Dans les pays où les progrès ont été plus modestes, des facteurs tels que la guerre, les troubles civils ou les déplacements de populations ont souvent entravé les efforts de lutte contre la faim.

Les systèmes de protection sociale sont devenus un instrument essentiel de la lutte contre la faim.



Plus de 100 pays se sont dotés de l'une ou l'autre forme de programme de transferts monétaires centrés sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et l'éducation, en particulier des enfants.

Les programmes de distribution de nourriture et de garantie de l'emploi sont également importants.

La croissance économique est nécessaire pour soutenir les progrès au niveau de la réduction de la pauvreté et de la lutte contre la faim et la malnutrition, mais elle ne suffit pas.

La croissance inclusive –une croissance qui donne une chance à ceux qui possèdent peu de biens, de compétences et de possibilités - augmente les revenus et améliore les moyens de subsistance des pauvres, et s'avère ainsi efficace pour la lutte contre la faim et la malnutrition.

Face à une demande alimentaire croissante, une insécurité alimentaire et une malnutrition persistantes, la pauvreté rurale, l'instabilité économique et le changement climatique, il faut que nous puissions avoir un véritable impact sur la terre.

Au-delà de leur dimension éthique, la faim et l'insécurité alimentaire prennent un énorme tribut sur l'économie. Les coûts pour la société sont énormes en ce qui concerne la perte de productivité, la santé, le bien-être, la baisse de la capacité d'apprentissage et la réduction de la réalisation du potentiel humain.

L'augmentation et volatilité des prix alimentaires, la dégradation des ressources naturelles, la mondialisation, l'urbanisation et le changement climatique ne sont que quelques exemples des grands problèmes rencontrés aujourd'hui dans le domaine de la sécurité alimentaire; à cet égard, un renforcement des mécanismes de gouvernance et une coordination intersectorielle accrue peuvent faire une vraie différence.

Il devrait être assurée à tous les peuples une nourriture de bonne qualité est disponible en quantité suffisante, de façon à répondre aux besoins diététiques des individus, que tous y ont accès, du point de vue physique et économique, y compris les groupes vulnérables, qu'elle est exempte de substances nocives, qu'elle est acceptable du point de vue culturel et que tous ont les moyens de l'obtenir.



Dans tout cela, les femmes sont des agents essentiels de la sécurité alimentaire et de la croissance économique rurale, mais leurs conditions de travail sont souvent pénibles et leur contribution est insuffisamment reconnu



La part de la population active féminine qui travaille dans l'agriculture est de plus d'un tiers au niveau mondial, mais, dans certaines régions, comme l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, elle dépasse 60 pour cent. En général, les femmes pratiquent des activités agricoles de subsistance, dirigent de petites entreprises, travaillent sans rémunération dans l'exploitation familiale ou encore sont employées ponctuellement comme ouvrières agricoles

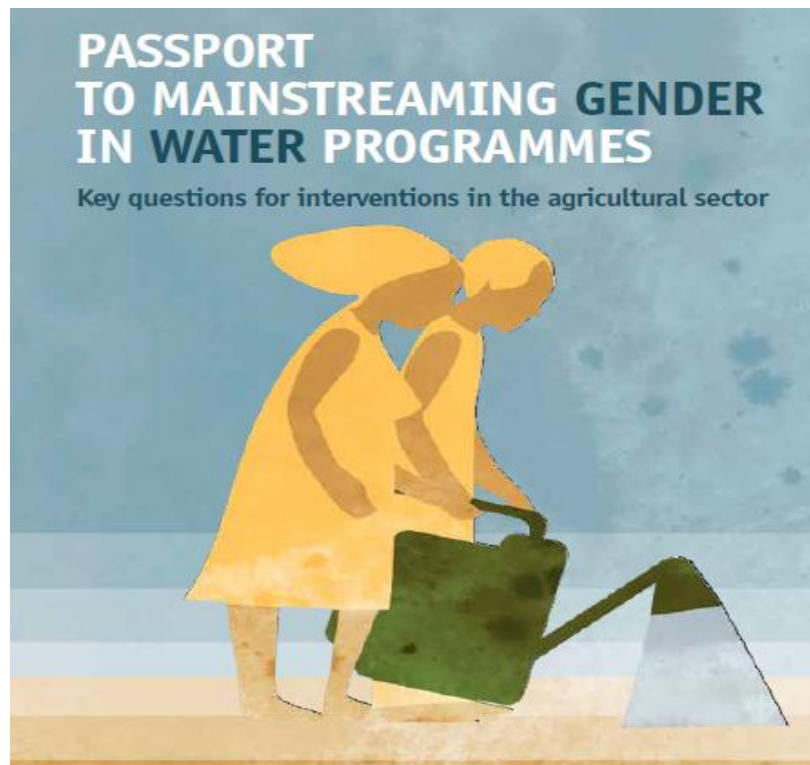
Il est également essentiel d'investir dans l'amélioration des routes, des transports, des infrastructures électriques et hydriques et des services de puériculture et de santé afin de réduire le temps que les femmes consacrent à des tâches quotidiennes non rémunérées, de sorte de leur permettre d'avoir un emploi productif en dehors de chez elles »,

L'éducation, le perfectionnement des compétences et la formation technique sont fondamentaux pour l'emploi rural. Ils peuvent aider les entreprises dirigées par des femmes à développer leurs réseaux, à trouver des débouchés plus lucratifs susceptibles de créer des emplois et à nouer des liens entre elles pour accroître les possibilités de croissance.

Travaillant en collaboration avec le Bureau international du travail (BIT), la FAO s'attache à cerner les nouvelles tendances sur les marchés de l'emploi rural et à veiller à ce que des mesures d'égalité des chances et de traitement entre les hommes et les femmes soient intégrées dans les orientations que ces deux institutions communiquent aux pays.

La FAO a publié un bref rapport intitulé «Passport to mainstreaming gender in water programmes» où il est indiqué très clairement que les femmes sont le moteur de l'avenir.

*“ The gender gap imposes significant costs on society, in terms of lost agricultural output, food security and economic growth. Promoting gender equality is not only good for women but also for sustainable agricultural development. SOFA estimates that, by giving women equal access to productive resources and rural employment as men, they could increase yields on their farms by 20-30 %. Production gains reduce the number of hungry people in the world by 12-17%, which means 100-150 million people”.*



1.

Un autre problème important qui affecte tout le monde, mais qui a un intérêt particulier pour le monde des femmes est celui de la sécurité alimentaire.

On peut parler de sécurité alimentaire quand toutes les personnes ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

Il est nécessaire de connaître les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition pour identifier et classer par priorité les mesures à prendre afin de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition et le droit à une alimentation adéquate pour tous.

La journée d'avant-hier FAO a approuvé le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Le Cadre est un document unique et en évolution constante, qui est approuvé chaque année par le CFS en réunion plénière. Il a pour objet d'améliorer la coordination et de guider les actions synchronisées de stakeholders.



## Committee on World Food Security

Le Cadre n'est pas un instrument juridiquement contraignant. Il propose des directives et des recommandations visant à promouvoir une action cohérente aux niveaux mondial, régional et national de la part de l'ensemble des parties prenantes, tout en insistant sur la responsabilité première des gouvernements et sur le rôle central de la prise en main, par les pays, des programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Tout cela doit être fait en suivant les cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable, adoptés en novembre 2009 par le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire tenu à Rome, fournissent une base stratégique solide pour une action coordonnée de l'ensemble des parties prenantes aux niveaux mondial, régional et national, tout en reprenant la stratégie d'action sur deux fronts pour combattre la faim:

**Principe 1:** Investir dans des plans pris en charge par les pays, visant à affecter les ressources à des programmes et des partenariats bien conçus et axés sur les résultats.

**Principe 2:** Stimuler une coordination stratégique aux niveaux national, régional et mondial pour améliorer la gouvernance, favoriser une meilleure allocation des ressources, éviter les chevauchements d'efforts et identifier les insuffisances des réponses.

**Principe 3:** S'efforcer d'adopter une double approche globale de la sécurité alimentaire consistant en: 1) une action directe immédiate visant à lutter contre la faim dont souffrent les plus vulnérables; et 2) des programmes à moyen et long termes dans les domaines de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural visant à éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté, en particulier grâce à la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

**Principe 4:** Veiller à ce que le système multilatéral joue un rôle important grâce à des améliorations continues au regard de l'efficacité, de la réactivité, de la coordination et de l'efficacité des institutions multilatérales.

**Principe 5:** Garantir un engagement soutenu et substantiel, de la part de tous les partenaires, à investir dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, avec mise à disposition rapide et fiable des ressources nécessaires, dans le cadre de plans et de programmes pluriannuels